



PRÉFET DE LA SOMME

Direction départementale des territoires et de la mer

Service de l'environnement et du littoral

Bureau police de l'eau

Amiens, le 22 octobre 2018

Dossier suivi par : Philippe DESPREAUX  
Tel : 03 22 97 23 10 – Fax : 03 22 97 23 08  
Courriel : [philippe.despreaux@somme.gouv.fr](mailto:philippe.despreaux@somme.gouv.fr)

La Responsable du bureau de la police de l'eau,

Monsieur,

Après instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement, enregistré sous le numéro : 80-2018-00172, concernant :

le projet de travaux en zones humides au Hâble d'Ault  
sur le territoire des communes de Cayeux-sur-Mer et Woignarue

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 9 juillet 2018, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception du présent courrier sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- le bureau de la police de l'eau doit être informé de la date de réalisation des travaux,
- le pétitionnaire fournira au bureau de la police de l'eau de la direction départementale des territoires et de la mer de la Somme un bilan des aménagements réalisés et de la végétation caractéristique de la zone humide présente sur le site à l'année N + 2 après la réalisation des travaux.

Toutefois, ceci ne préjuge pas des autorisations qui seraient nécessaires à d'autres titres.

En application de l'article R 214-51 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux et l'exercice objet de votre déclaration doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter du présent courrier, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

Copies de la déclaration, du récépissé et de ce courrier sont adressés dès à présent à la mairie de Cayeux-sur-Mer et Woignarue où cette opération doit être réalisée pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la Commission Locale de l'Eau (CLE) pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Somme durant une période d'au moins six mois.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens –

Monsieur Bruno DALLE  
Directeur général des services  
Syndicat Mixte Baie de Somme Grand Littoral Picard  
1, rue de l'Hotel Dieu  
80 100 Abbeville



14, rue Lemerchier – CS 81 114 – 80 011 Amiens Cedex 01, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage en mairie, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Aurélie SAISOU

